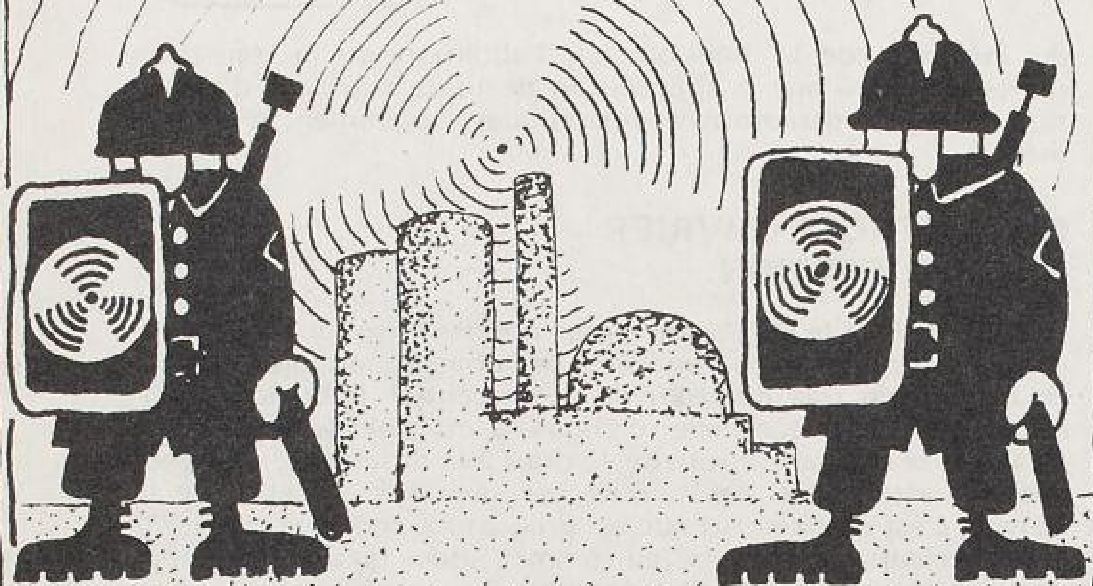
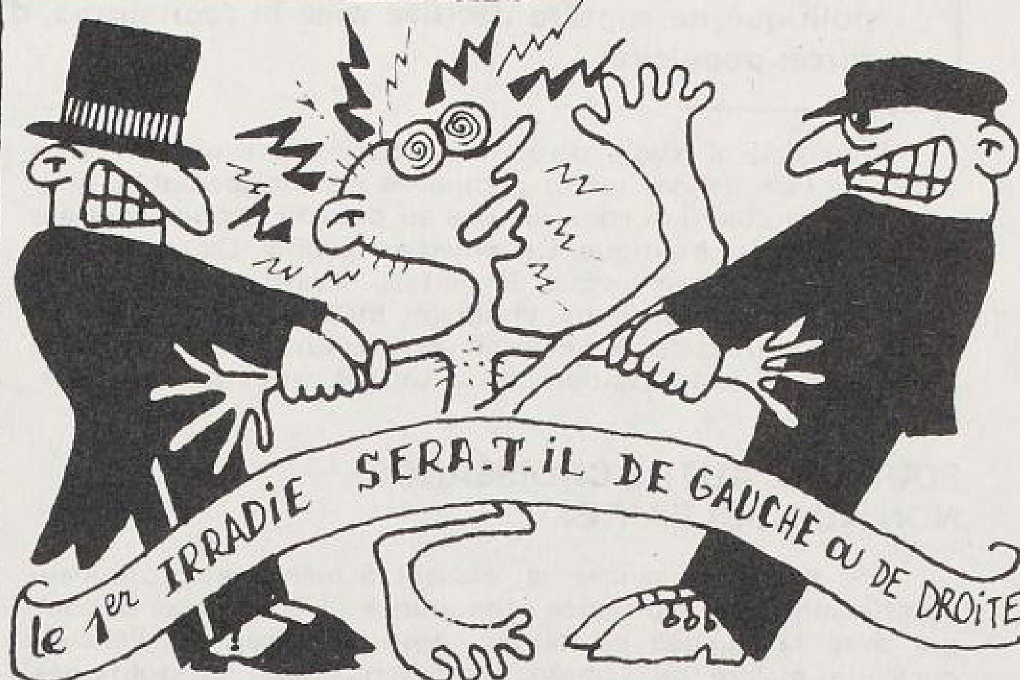
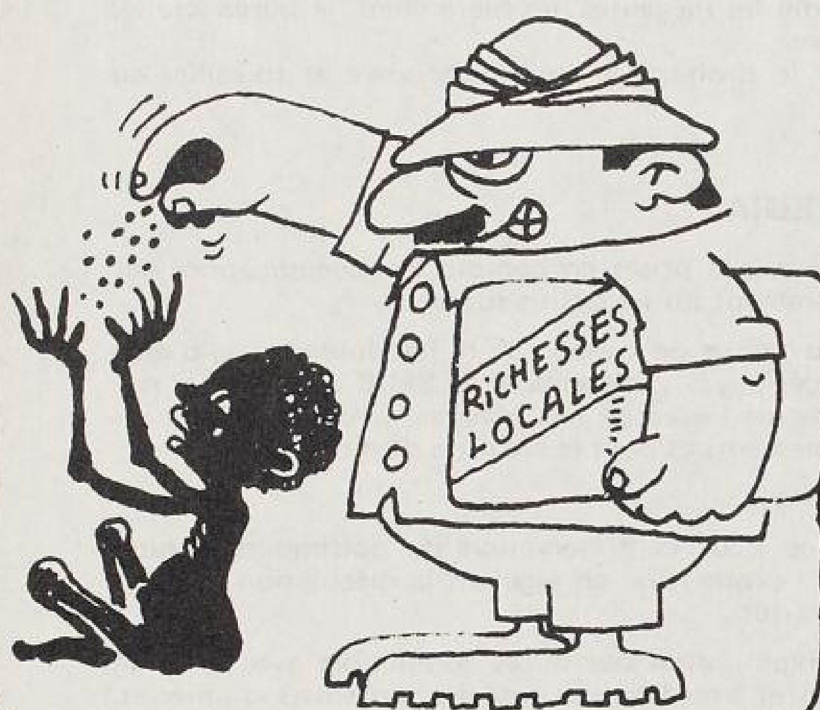
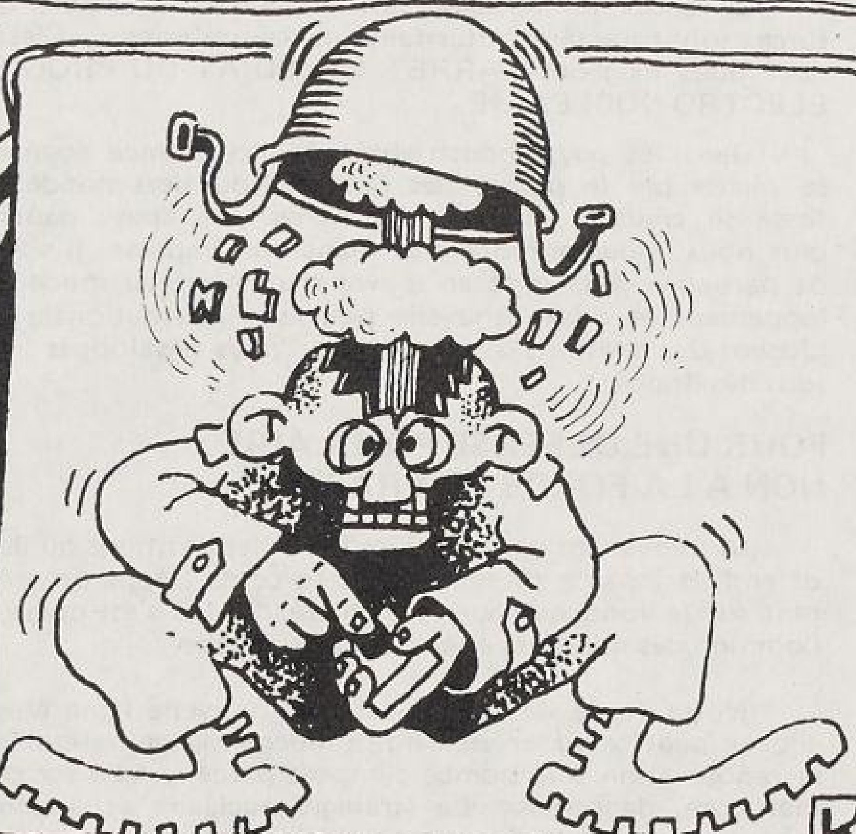
Nous voulons une nouvelle GAUCHE !







SOCIALISME
ECOLOGIE
AUTOGESTION





35 h, temps pour vivre, comités d'ateliers, rotation des tâches.

AUTO-GESTION

VOTEZ POUR LE front Autogestionnaire

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978

Plateforme du FRONT AUTOGESTIONNAIRE

Les élections législatives vont être l'occasion d'exprimer des choix fondamentaux sur le type de société à construire. Nous voulons que puisse s'affirmer le choix d'une "nouvelle gauche" socialiste, écologique et autogestionnaire : il s'agit par rapport aux partis de la gauche traditionnelle qui n'ont pas réussi à s'entendre sur une politique de rupture décisive avec le capitalisme, d'ouvrir une perspective socialiste dans l'unité avec toutes les forces populaires.

Pour cela il s'agit d'abord de battre la droite en Mars 1978. La victoire des forces populaires est indispensable, pour empêcher la coalition conservatrice au pouvoir depuis vingt ans de poursuivre sa politique. Cet enjeu est capital. Car cette politique, nous en connaissons les effets désastreux : exploitation accrue des travailleurs, chômage, inflation, gaspillage économique, destruction de l'environnement, fuite en avant vers le tout-nucléaire, militarisation de la société, atteintes aux libertés, etc...

POUR UNE AUTRE CROISSANCE, NON AU NUCLEAIRE.

Les partis de gauche se refusent à mener en profondeur la réflexion sur la croissance économique et à envisager de rompre avec la logique capitaliste. Ainsi ils acceptent l'énergie nucléaire malgré ses conséquences écologiques et politiques.

Le choix du nucléaire est un choix de société qui renforce son caractère autoritaire et centralisateur. C'est pourquoi nous exigeons l'ARRET IMMEDIAT DU PROGRAMME ELECTRO-NUCLEAIRE.

Dans les pays industrialisés, la "croissance économique" se réalise par le pillage des richesses du tiers-monde. Plus le fossé se creusera entre "pays riches" et "pays pauvres", et plus nous nous enfoncerons dans une impasse. Il s'agit donc de participer à la mise en œuvre d'un nouveau mode de développement et d'une nouvelle politique internationale qui établissent des relations d'égalité entre "pays développés" et "pays sous-développés".

POUR UNE DEFENSE POPULAIRE, NON A LA FORCE DE FRAPPE.

Le reniement par le PCF et le PS des positions qu'ils avaient défendues jusqu'à présent sur la force de frappe est très grave, tant sur le fond que sur la manière dont il s'est opéré, malgré l'opinion des militants et électeurs de gauche.

Notre force de frappe est une nouvelle ligne Maginot et elle ne peut servir en rien notre indépendance nationale. Ainsi, la renonciation à la bombe s'impose parce qu'elle est coûteuse, inefficace, dangereuse. La stratégie nucléaire est incompatible avec l'autogestion. En revanche, l'autogestion a besoin d'une véritable défense populaire qui donne au peuple le contrôle et la responsabilité des finalités et des moyens de défense y compris ceux brisant le cercle infernal de la violence.

Devant les dangers suicidaires de notre participation à la course aux armements, devant les dangers politiques de la militarisation, nous disons OUI A UNE DEFENSE POPULAIRE, NON A LA FORCE DE FRAPPE.

POUR LE DROIT A L'IDENTITE, POUR LES LIBERTES.

La société actuelle refuse l'égalité des droits aux femmes, aux minorités nationales, aux immigrés et à tous ceux qui ne se satisfont pas aux normes imposées par l'idéologie dominante. Les libertés publiques sont l'objet d'attaques permanentes sur tous les terrains, syndical, politique, personnel, comme viennent de le rappeler des exemples comme l'affaire Croissant ou le développement actuel du fichage (dossiers scolaires, médicaux...)

Nous exigeons l'abrogation immédiate des dispositions constitutionnelles qui permettent à une minorité de s'opposer à la volonté populaire (et notamment les pouvoirs exorbitants du Président de la République), l'abolition de la législation répressive, ainsi que la suppression de toute situation d'exception à l'égard des droits démocratiques, notamment dans l'armée.

DU CONTROLE OUVRIER A L'AUTOGESTION.

Le PCF et le PS s'avèrent très timides lorsqu'il s'agit de remettre en cause la conception traditionnelle des réformes par en haut et du rôle dirigeant de l'Etat central. Pour nous, définir une politique socialiste implique la maîtrise de ses propres affaires par chaque collectivité, le droit à la différence, le respect des minorités. Une des raisons des divisions actuelles de la gauche, c'est précisément que le "programme commun" de 1972 a été le résultat de débats "au sommet", sans qu'un large débat démocratique ait permis d'en discuter.

La mise en œuvre du socialisme autogestionnaire demeure la solution véritable à la crise que nous subissons aujourd'hui. Cela exige la plus grande unité des travailleurs et des citoyens pour la construction d'une société :

- qui socialise les moyens de production
- qui supprime les inégalités, les hiérarchies, la bureaucratie, le centralisme,
- qui réalise le droit pour chacun de vivre et travailler au pays.

DANS L'IMMEDIAT.

Il faut que soient prises en compte les revendications des travailleurs notamment sur les points suivants :

- Réduction du temps de travail (35 h. hebdomadaires, 5 ème semaine de congés payés), relèvement du SMIC à 2500 F et resserrement rapide de l'éventail des revenus, mesures d'urgences contre les licenciements et pour la création d'emplois.
- Blocage des prix.
- Plan d'urgence pour la préservation du patrimoine naturel et pour stopper l'exode rural en jugulant la spéculation foncière et le cumul des terres.

Favoriser une exploitation des terres compatible avec la santé de la population et non liée aux intérêts des trusts chimiques.

- Droit au logement pour tous, mise à la disposition libre d'équipements pouvant favoriser la vie collective (maison de quartier, crèche, laverie, etc...)

Au travers des luttes pour ces revendications à satisfaire immédiatement, nous développerons davantage notre auto-organisation pour conquérir des droits nouveaux de véto, de contrôle, brèche indispensable dans le pouvoir patronal, vers la suppression du travail posté, des tâches répétitives, du travail à la chaîne, pour la nationalisation des secteurs-clé de l'économie sans indemnités ni rachat, pour reconquérir le fruit de notre travail.

Mais ces droits nouveaux ne se décrètent pas ! Ils ne peuvent être imposés que par l'unité la plus large des travailleurs dans la mobilisation. Ce rapport de force doit se concrétiser par des conseils ou comités d'ateliers et de bureaux, dans les quartiers et les villages. Mais ceux-ci ne doivent pas devenir des organismes de cogestion et de participation mais constituer des instruments unitaires et démocratiques de luttes et de contrôle populaire.

L'existence d'un courant autogestionnaire à côté de celui de l'ex-programme commun est une garantie pour que toute la population puisse prendre en main sa propre existence.
C'est pourquoi, malgré les limites du système électoral actuel, nous appelons à voter pour

Olivier DESSAUW
militant P.S.U., candidat du Front autogestionnaire
et
Philippe MERTZ, militant des Amis de la Terre, suppléant

-imprimerie spéciale du Front autogestionnaire-

VU, le candidat.